

Bercy prévoit 0,5 % de croissance en 2010

Cyrille Lachèvre

08/06/2009 | Mise à jour : 10:32 | Commentaires 3 | Ajouter à ma sélection

L'effondrement de l'investissement devrait être compensé par la bonne résistance de la consommation des ménages.

La ministre de l'Économie, Christine Lagarde, s'envolera lundi pour le Luxembourg, où se tient la réunion des ministres des Finances de la zone euro, avec dans son cartable les nouvelles prévisions de la France pour 2009 et 2010. Bercy table désormais officiellement sur une chute de 3 % de l'activité cette année (contre un recul de 1,5 % dans ses précédentes prévisions établies début mars). Le ministère de l'Économie s'attend, en revanche, à «une reprise très progressive» en 2010, avec une hausse de 0,5 % du produit intérieur brut (PIB). Jusqu'à présent, Bercy tablait sur une progression de 1 % du PIB l'année prochaine. Ces nouvelles prévisions rejoignent celles du consensus des économistes, qui envisagent 0,4 % de croissance en 2010.

Pour les élaborer, Bercy a intégré le fait que la dégradation de l'activité a été beaucoup plus brutale que prévu au premier trimestre, notamment à cause de l'effondrement du commerce mondial et du déstockage massif des entreprises. Mais sur le fond, le diagnostic reste le même : le gouvernement estime que le pire est passé, ce qui ouvre la voie à un «redémarrage prudent» de l'activité, même si «l'incertitude reste importante», tant les signes d'amélioration observés dans les enquêtes de conjoncture restent fragiles.

Selon le document de synthèse de ces nouvelles prévisions, encore en cours de rédaction dimanche soir, «la consommation des ménages devrait rester stable » au cours des dix-huit prochains mois, avec «une légère amélioration en 2010, en lien avec la dissipation progressive de la crise». Ceci viendra notamment du fait que «l'inflation restera très contenue», avec une hausse de 0,4 % des prix en 2009 et de 1,2 % en 2010. Bercy exclut tout risque de déflation : la décélération de l'inflation est essentiellement liée à l'effondrement des prix énergétiques et des matières premières.

Cette stabilité des prix, couplée à 14 milliards d'euros de dépenses en faveur des ménages annoncées depuis le début de l'année (RSA, baisse de la TVA restauration, chèques emploi...), permettra des gains de 1 % du pouvoir d'achat en 2009, contre 0,6 % en 2008. Autant d'éléments qui compenseront l'effet néfaste de l'envolée du chômage. Car Bercy n'en fait pas mystère : «La dégradation de l'emploi devrait se poursuivre encore quelques trimestres.» Le ministère de l'Économie s'aligne pratiquement sur les prévisions de l'Unedic qui tablent sur 591 000 destructions d'emploi salarié en 2009. Une chute brutale à

mettre en parallèle avec celle de l'investissement des entreprises, qui pourrait s'effondrer de 9,4 % en 2009 avant de se reprendre un peu en 2010 pour reculer de seulement 1,2 %.





Quatre facteurs favorables

Malgré ces chiffres - pour la plupart révisés en baisse -, le document élaboré par le ministère de l'Économie livre quelques éléments encourageants pour la suite. Il estime, en particulier, que «la France devrait connaître une vitesse de sortie de crise comparable à celle de ses voisins». Ainsi, s'agissant de l'Allemagne, Bercy met en avant quatre facteurs plutôt favorables à l'Hexagone. En particulier, une hausse d'un point du PIB américain provoque un rebond de 0,4 % du PIB allemand et de 0,3 % du français. Autrement dit, l'Allemagne n'est pas aussi dépendante de la reprise économique mondiale qu'on le pense. Ensuite, la situation du secteur bancaire allemand est beaucoup plus dégradée que celui de la France, ce qui signifie un retour à la confiance plus lent. En outre, la démographie française étant plus dynamique, la croissance potentielle a tendance à être plus élevée de ce côté-ci du Rhin. Quant aux États-Unis, Bercy fait le pari que la sortie de crise y sera plutôt molle : la dégradation du marché du travail est particulièrement forte outre-Atlantique, ce qui pèse sur la demande privée. D'autant que les États-Unis sont engagés dans un mouvement de désendettement massif des agents du secteur privé, qui ont fait remonter à 5,7 % leur taux d'épargne alors qu'il était quasiment nul dans les années 2005-2007.

Reste la question des déficits publics. Le ministre du Budget, Éric Woerth, doit livrer ses nouvelles prévisions de déficits publics aux alentours du 24 juin. Jusqu'à présent, Bercy tablait sur un déficit de 5,6 % du PIB en 2008 et 5,2 % en 2010. Mais si l'on retient la méthode de calcul traditionnelle selon laquelle 1 point de PIB est égal à 0,5 point de déficit, ces nouvelles prévisions de croissance laissent entendre que le déficit public pourrait être au moins 0,75 point plus important en 2009, c'est-à-dire dépasser allégrement les 6 % pour flirter avec les 6,3 %...

» [Envolée «brutale» du taux de chômage](#)

» [Bercy commence à réfléchir à l'après-crise](#)

Imprimer 	Partager 
Envoyer 	S'abonner 

LE FIGARO · fr